

● **ÉDITORIAL**

Réouverture des écoles

SANS NOUS CONSULTER !?

Depuis l'annonce du 11 mai et la présentation du plan de déconfinement, le sujet qui interroge le plus est la réouverture des écoles. Alors que les pouvoirs publics maintiennent fermés au-delà de cette date tous les lieux publics, les restaurants, les salles de spectacles mais les enfants, surtout les plus jeunes, utiliseraient-ils mieux les « gestes barrières » ?

« Ce n'est pas possible ! S'inquiète cette professionnelle villejuifoise. Tu ne peux pas empêcher un jeune enfant d'avoir des contacts avec les autres. ». Tout le monde sait qu'une classe est un lieu de haute transmission de toutes les contagions. D'ailleurs, d'autres pays européens touchés fortement par l'épidémie ne prennent pas ce risque, à l'instar de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de l'Irlande et la Roumanie.



JEAN-PIERRE COULAUDON

Inquiets, parce que le ministère refuse de revenir sur la décision de supprimer neuf classes à Villejuif. »

Une majorité de maires en Ile-de-France refusent une rentrée hasardeuse le 11 mai, à l'exception du maire de Villejuif qui persiste à jouer « au bon élève » de la Macronie.

Plus de deux enseignants de la ville refusent aussi de prendre et faire prendre ce risque aux enfants. Tout le monde aura compris que le patronat met la pression pour que les parents salariés retournent à l'entreprise. Cela ne peut se faire au mépris de la santé publique. Cela serait criminel ! L'attente des Français c'est la mobilisation des moyens financiers pour tous les services publics, seuls aptes à résoudre la crise sanitaire. ●

Jean-Pierre Coulaudon



Une interview de **PIERRE GARZON**

Des brigades de solidarité



● Vous avez lancé un appel « public » le 19 mars dernier à organiser partout sur Villejuif « des brigades de solidarité ». De quoi s'agit-il et pourquoi le faire ?

Pierre Garzon : très vite après l'annonce du Président Macron de la mise en place du confinement, j'ai constaté l'isolement dans lequel étaient plongés de très nombreux villejuifois devant l'incapacité de pouvoir subvenir à leurs besoins premiers faute de parents à proximité, du fait de l'âge, de la maladie ou d'un métier permettant de faire face à cette situation comme les hospitaliers très mobilisés. Il fallait donc réagir d'autant plus vite que le service public municipal, faute d'anticipation du Maire, n'avait pas mis en place une stratégie face au COVID19. L'autre fait marquant était la très grande sollicitation des associations de solidarité comme le secours populaire français, l'épicerie solidaire, la croix rouge, avec une difficulté de moyens humains (le confinement a limité les bénévoles), financiers (aucune subvention exceptionnelle versée par la Mairie contrairement au département), et logistiques (problèmes de livraison, de véhicules, de frigos pour les denrées).

Il fallait donc réagir et appeler tous les villejuifois en mesure de le faire à s'organiser et/ou à se rendre disponible pour ces associations. .../... suite page suivante

Une interview de PIERRE GARZON (SUITE)

● Quel en est le bilan à ce jour ?

Pierre Garzon : Avec plus de 2000 villejuifois, des centaines de bénévoles et d'action de la plus simple comme aller chercher du pain à la plus compliquée : comme par exemple trouver une machine à laver le linge pour une maman seule avec ses enfants, rien n'est trop impressionnant pour ces bénévoles. Je tiens à profiter de cette interview pour les remercier ainsi que tous les commerçants qui ont répondu sans hésitation à cette demande. Je retrouve l'ADN de Villejuif « tout cède à notre union ». Et puis cette première série d'actions a fait germer d'autres idées comme l'aide au devoir et les ateliers de

couture pour la fabrication de masques lavables, de blouses pour les soignants sans oublier des ateliers de cuisine pour les hospitaliers, les foyers de travailleurs, d'étudiants et de femmes maltraitées, etc. Nous sommes dans ce moment où, dans l'épreuve, l'individualisme et le chacun pour soi qui nous a conduit à cette situation de crise et dont s'inspirent les politiques municipales et nationales, sont battues en brèche par la vie. Je veux travailler maintenant à faire grandir l'idée que ce que nous faisons au quotidien doit inspirer la société toute entière. Voilà ce que je crois juste et efficace. ●

● SOCIAL

Comment sortir de la crise ?

Voilà sept semaines qu'Emmanuel Macron et le gouvernement montrent leur incapacité à gérer et trouver des solutions à la crise sanitaire, économique et sociale. Pas plus ce gouvernement que les précédents peuvent se dédouaner de leur responsabilité politique.

C'est le prix fort de l'ultralibéralisme que nous payons collectivement. C'est à cause de cette logique de marchandisation de la santé que nous nous sommes retrouvés avec 5000 places dans les services de réanimation en début de crise et qui étaient occupés à 90%, d'où la précipitation d'appliquer le confinement par le gouvernement.

“ Signez et faites signer la pétition « Des milliards pour l'hôpital pas pour le capital » qui dépasse à ce jour les 100 000 signataires.”

Douze ans après la crise de 2008, nous sommes de nouveau face à nouvelle crise économique et sociale, la plus importante dans l'histoire du capitalisme !

Pour en sortir, Il convient donc de changer radicalement l'organisation de la société pour qu'elle réponde au besoin d'un développement économique tourné vers la satisfaction des besoins humains et de la planète avant les profits des actionnaires.

Afin que le « jour d'après » ne soit pas comme en 2008, pire que le « jour d'avant », nous formulons des propositions pour un contrôle citoyen sur l'argent et l'économie, avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises.



Deux secteurs sont essentiels et doivent sortir de la logique marchande, les banques et le médicament, nous proposons de constituer pour chacun, des pôles publics pour donner les moyens à notre économie et aux entreprises de pouvoir retrouver un fonctionnement utile, hors des logiques spéculatives.

De sécuriser l'emploi et la formation et non les dividendes des actionnaires. Soutenir l'activité économique des petites entreprises, des commerces de proximité et des PME.

Nous proposons un plan d'investissement massif dans les services publics et leur développement, notamment dans les EHPAD pour en finir avec l'exploitation du grand âge et la dépendance à des fins de profit. Il faut vite rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et en finir avec les cadeaux aux grandes entreprises sans contre-partie.

Pour sortir de la crise, nous devons reprendre nos vies en main et en finir avec l'accumulation de l'argent par les plus riches au détriment de l'intérêt général. Construisons un monde de coopération et de paix. Il n'y a plus de temps à perdre... ● **Pierre Chauvin**



● TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NOTRE !

Le Secours populaire fidèle à sa devise

Depuis des décennies, les bénévoles du secours populaire s'honorent de faire vivre cette devise qui symbolise si bien l'expression de la solidarité populaire.

Ainsi, face à la grave crise sanitaire, le secours populaire de Villejuif, s'est organisé pour aider les personnes qui vivent dans la précarité et qui sont encore plus nombreuses et plus vulnérables du fait du confinement et de l'épidémie.

Chaque jour les bénévoles se retroussent les manches pour soutenir celles et ceux qui ont perdu leur travail et qui n'ont même plus recours aux petits boulots pour subvenir à leurs besoins les plus essentiels, pour aider nombre de familles à nourrir leurs enfants dont le seul vrai repas était celui de la cantine, pour intervenir auprès des personnes hébergées par le 115 dans les hôtels, pour apporter un peu d'humanité à des étudiants isolés et souvent totalement démunis, pour aller à la rencontre de ses enfants, femmes et hommes qui n'ont ni toit, ni eau ...

Cet élan de solidarité et de chaleur humaine hors du commun, permet au comité local de Villejuif d'accueillir et de soutenir plus de 450 familles au lieu de 270 en période ordinaire.

De nombreuses initiatives collectives et individuelles apportent leur indispensable pierre aux actions initiées par le SPF. D'autres associations s'investissent aussi avec beaucoup de détermination et de cœur.

Le département du Val de Marne développe une solidarité active et permanente en multipliant les livraisons de denrées alimentaires, en se rendant dispo-



450
familles ont été aidé au lieu de 270 familles en période « ordinaire ».

nible pour, à chaque fois que cela est nécessaire, favoriser les liens et contributions de tous les acteurs de la solidarité.

Mais que dire de la municipalité qui, à ce jour, n'a même pas honoré la subvention exceptionnelle « Covid-19 » que le Secours populaire attend pourtant avec urgence au regard de la catastrophe humanitaire qui sévit dans notre ville. C'est une honte !

Si l'engagement ces prochaines semaines et mois des bénévoles du secours populaire ne fait aucun doute pour combattre cette pauvreté qui s'accélère et s'étend, il met aussi en avant l'exigence de mettre dès maintenant sur la table la question du partage des richesses ! ● **Gilbert Chastagnac**

LECTURES (COMPRENDRE LE MONDE POUR LE CHANGER)

Pour une nouvelle civilisation

DE **PAUL BOCCARA** EDITIONS DU CROQUANT

Peu connu du grand public, l'œuvre de Paul Boccara est pourtant d'une immense richesse pour celui ou celle qui cherche à comprendre les évolutions du capitalisme mondialisé et financiarisé et, au-delà de l'économie, sa domination dans toutes les sphères de la vie.

Ainsi, le dernier ouvrage de Paul Boccara, un peu avant sa disparition est, en quelque sorte, une synthèse de ses recherches et innovations théoriques, enrichi par des références aux grands intellectuels contemporains.

L'appel de Paul Boccara pour une nouvelle civilisation esquisse les réponses d'une humanité qui conjugue la préservation de notre écosystème et le défi de l'émancipation individuelle et

collective. Il s'agit d'une contribution essentielle à construire dès maintenant de nouveaux rapports sociaux qui permettent aux êtres humains de s'affranchir des dominations et de l'exploitation qu'ils et elles subissent à travers une sécurisation des parcours de vie, de la petite enfance jusqu'au troisième âge.

L'auteur s'attaque frontalement à la question épineuse du dépassement de l'économie de marché pour permettre l'émergence d'une société démocratique nouvelle, avec de considérables pouvoirs pour les êtres humains dans les entreprises tout comme dans la cité, sans un retour, aux solutions étatiques, qui ont, d'une façon ou d'une autre, montré leurs limites ou tout simplement échoué. ● **Ozer Ozturun**



COVID-19

UN CONSEIL MUNICIPAL EXTRAORDINAIRE

Franck Perillat-Bottonet, président du groupe communiste, citoyens et Front de gauche au conseil municipal, nous explique les débats et décisions du conseil municipal qui a eu lieu le lundi 20 avril.

● **Des élus municipaux, dont le groupe communiste, citoyens et front de gauche avaient demandé la tenue d'un conseil municipal qui n'était plus convoqué, pourquoi ?**

Franck Périllat-Bottonet : Il a, en effet, fallu nous mobiliser pour forcer le maire à réunir un conseil municipal après des mois de silence radio de sa part. Comme si la crise extraordinaire que nous vivons n'avait aucun impact. Nous pensons au contraire que nous avons besoin d'un service public actif, d'intelligences mises en commun, d'esprit de rassemblement. Cette situation d'exception ne doit pas signifier une situation de non droit.

Nous avons donc convoqué un conseil municipal, comme l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 nous y autorise, en mettant à l'ordre du jour 4 questions : les dispositions à prendre par la ville dans le cadre de la crise du COVID19; les subventions aux associations en particulier les associations caritatives très sollicitées en ce moment ; un point sur la carte scolaire ; enfin une délibération encadrant les délégations du maire.

● **Concrètement que s'est-il passé lors de ce conseil qui avait un caractère exceptionnel, notamment au regard de l'actualité ?**

F. P-B : L'objectif était, tout à la fois de donner les moyens au Maire d'exercer son rôle pour organiser enfin le rôle de la municipalité dans cette crise exceptionnelle, tout en encadrant certaines délégations où des abus ont été observés et mettre de la transparence dans les affaires de la commune. Par ailleurs, nous avons découvert un emprunt de huit millions d'euros contracté par le maire en novembre 2019, hors de tout cadre légal et dont son usage semble plus qu'inapproprié. C'est donc pour mettre fin aux abus de pouvoir du maire sortant que cette délibération était très importante. Elle a d'ailleurs été votée par une large majorité du conseil municipal : 25 voix contre 17.

Ce conseil a aussi voté les subventions à toutes les associations et les subventions extraordinaires de 3500€ à celles qui agissent au quotidien auprès de plus démunis. Sans la convocation de ce conseil par l'opposition tout cela n'aurait pu avoir lieu !



FRANCK PÉRILLAT-BOTTONET

Ce conseil a voté des subventions extraordinaires de 3 500 € aux associations qui agissent au quotidien auprès des plus démunis.»

● **Et maintenant, après tant de mois d'inaction de la municipalité peut-on s'attendre à un fonctionnement démocratique du conseil municipal et des actions concertées avec l'ensemble des élus ?**

F. P-B : Je crois que nous n'avons rien à attendre de ce maire, mais nous avons tout à lui imposer. Je voudrais d'ailleurs rappeler à ce propos que les électeurs ont confirmé une volonté de retrouver des politiques publiques de gauche et écologistes pour tourner la page de l'ultralibéralisme à Villejuif. Rassemblées pour le 2^e tour des élections autour de Pierre Garzon, les listes de gauche et écologiste ont obtenu le soutien de plus de 51% des Villejuifois avec 1000 voix d'avance sur le maire sortant.

Il y a urgence à Villejuif, comme dans le pays à retrouver des politiques audacieuses pour l'humain et la planète d'abord et en finir avec la dictature de l'argent. ●